

OLD-UP



NUMÉRO 9 - MAI 2026 - GRATUIT (À CONDITION DE NE PAS S'EN SERVIR POUR ÉPLUCHER LES PATATES) - SEMESTRIEL



DANS QUELLE HONTE ON VIT ?

CHRISTINE MAHY
COHABITANTS,
TOUS PERDANTS !

DOSSIER
LA BÊTE IMMONDE QUI
MONTE

CES VIEUX
QUI S'ACCROCHENT AU
POUVOIR



L'édITO

DE MARC HAULOT (ALIAS LE PARRAIN)

FAUT QU'ÇA SAIGNE !

L'Arizona est un désert, c'est bien connu.

Et dans le désert rien ne pousse et les charognards font la loi.

Sauf pour ceux qui profitent des oasis bien gardées par les copains !

L'eau manque partout, sauf chez les amis des Turlupins, qui vivent loin de leurs Turlupinades.

Mais, me direz-vous, qu'est-ce qu'un turlupin ? « Personne dont les écrits et/ou les paroles sont de mauvais goût, qui fait des plaisanteries grossières, comédien médiocre, bouffon ».

Et une turlupinade : « Plaisanterie de mauvais goût ».

Alors, dites-moi ? Y a-t-il un meilleur portrait de ce gouvernement Arizona que ce groupe de Turlupins qui n'a de cesse de nous abreuver de leurs Turlupinades ?

Et la palme de ces bouffons turlupins revient certainement à la bleusaille qui place ses copains d'abord, ces « Pinocchio » qui ne reculent devant aucun mensonge pour nous faire croire qu'ils sont les sauveurs de ce pays et que nous n'avons qu'à accepter toutes les bonnes idées qu'ils ont pour notre bien. Comme vous le savez toutes et tous, la mention de deux petites lettres sur les réseaux sociaux, ça veut dire « Mort de Rire ». Et bien non, ils ne nous font pas rire du tout et il va bien falloir qu'ils nous écoutent.

Cette année, le Dragon aura la peau de (saint) Georges. L'Alliance des pensionnés aura du jambon à l'os. Les ploucs se paieront la tête de l'homme au crâne rasé. Quant au petit diplomate rondouillard qui veut pouvoir nous ôter la parole si nous ne pensons pas comme lui, nous lui rappellerons que Tintin au Congo a été censuré !

Faut qu'ça saigne !

Le tango des joyeux militaires, le tango des fameux va-t'en guerre, le tango de tous ces fossoyeurs de culture, c'est fini.

La bonne gestion de ce pays, c'est d'abord et avant tout de rendre à sa population ce qui lui est dû.

Pas la compromission avec ceux qui ne payent pas d'impôts ou si peu, ceux qui se vautrent quand les autres crèvent !

On va leur faire bouffer les cactus par la racine !

Faut qu'ça saigne et ça saignera !

Gangstères, Gangsters, nous f'rons front, non di dju !

PS - Avec le soutien moral de Boris Vian



#NOUS F'RONS FRONT

COHABITANTS, TOUS PERDANTS !

INTERVIEW ET TEXTE FRÉDÉRIQUE BOURAS

Huit cent nonante-trois euros et soixante-cinq centimes (893,65 €) par mois, voilà le montant maximal de revenu d'intégration sociale qu'un cohabitant peut s'attendre à recevoir depuis le 1er mars 2026. Mais, il se peut qu'il reçoive un montant inférieur ou même rien du tout si l'enquête que le CPAS doit mener conclut que les revenus cumulés des membres d'une famille (partenaire, parents, enfants, et depuis le 1er mars, grands-parents, petits-enfants, beaux-enfants - en jargon juridique - tous les débiteurs d'aliments) sont supérieurs à 1700 €, quel que soit le nombre de personnes qui composent le ménage. Les allocations familiales sont également comptabilisées depuis le 1er mars. Vous avez déjà essayé de vivre en famille avec 1700 € par mois ?

Pourquoi une telle mesure à l'encontre des cohabitants ? Sur le site web de la N-VA, à la page dédiée à la ministre de l'intégration sociale, on peut lire : « Nous comblons les failles, car il est inacceptable que des personnes qui ne travaillent pas soient mieux loties financièrement que celles qui font de leur mieux chaque jour sur le marché du travail. » Nous y reviendrons.

Et la réalité sur le terrain ? Pour l'approcher, nous avons interrogé une experte.

gravée. Ce sont 584 478 personnes qui sont concernées visées. ». (NDLR : un cohabitant est une personne qui - parce qu'elle cohabite avec un partenaire, légal ou de fait - bénéficie d'un revenu de remplacement - allocation de chômage, d'invalidité, GRAPA revenu d'intégration sociale - inférieur à celui d'un isolé ou d'un cohabitant avec charge de famille, soit 584 478 personnes en 2023). Cette dégradation aura des répercussions à plusieurs niveaux et à différents moments. « Je peux vous citer déjà le cas de Marie : elle touchait 500 euros de revenu d'intégration sociale, montant bien insuffisant pour se loger seule avec ses enfants, comme elle aurait souhaité le faire, pour échapper à un compagnon violent. Ce montant lui permettait néanmoins de garder une dignité et de tenir à distance son compagnon. Désormais, son allocation risque de passer à la trappe, compte tenu des revenus de son partenaire et des allocations familiales. Fini, son rêve de vivre ailleurs. À moins que le CPAS ne soit sensible à l'argument et ne lui laisse son RIS. »

Cet exemple illustre la double peine qui va affecter les cohabitantes dans les grandes villes comme Bruxelles, Liège, Charleroi ou Namur, dans une moindre mesure : le mal-logement qui frappe nombre de bas salaires et d'allocataires sociaux, déjà source de tensions et de tracas, va s'accroître. On risque de voir des femmes et des enfants à la rue. « En filigrane, nous confie Christine Mahy, j'ai le sentiment que les personnes déjà fragilisées dans notre société, les femmes d'origine étrangère risquent d'être les premières victimes de cette politique d'exclusion sociale. ».

Et plus globalement ? Quelles seront les conséquences sur les cohabitants ?

« L'appauvrissement des ménages, couplé à l'exclusion des chômeurs de plus de deux ans et à celle des malades de longue durée, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui vont perdre leurs droits pour tomber dans les bras de la charité publique. On enterre l'individualisation des droits sociaux sous prétexte de solidarité familiale ; on passe du principe de droits sociaux à une logique d'aide sociale, soumise au bon vouloir du CPAS, qui va enquêter et contrôler si des personnes qui ont cotisé à la sécurité sociale, peuvent bénéficier d'une aide. Comme l'aide risque d'être insuffisante, on risque d'assister également à l'efflorescence du travail au noir. ».

À qui profite le crime ?

« La réduction du revenu d'intégration sociale vient s'ajouter aux diverses mesures (exclusion du bénéfice des allocations de chômage au bout de deux ans, des malades de longue durée, etc.) Ces coupes vont non seulement appauvrir les personnes concernées mais reviennent à régionaliser de fait la sécurité sociale, puisque les CPAS sont financés par les communes, qui dépendent des régions. En procédant de la sorte, la N-VA met en œuvre un agen-



© Photo: RTA asbl

Christine Mahy

Secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), basé à Namur, et cheville ouvrière de la Plateforme stop statut-cohabitant.be

La voix posée, chaleureuse mais fatiguée « les dernières semaines ont été rudes et celles qui viennent ne le seront pas moins », Christine Mahy a répondu à nos questions par téléphone, emploi du temps très serré oblige, au lendemain de la manifestation nationale du jeudi 12 mars, qui a vu 100 000 citoyens protester dans les rues de Bruxelles contre les mesures du gouvernement Arizona.

Christine Mahy, concernant le statut de cohabitant, que pensez-vous des dispositions légales entrées en vigueur depuis le 1er mars ?

« C'est une régression considérable. Non seulement notre revendication de supprimer ce statut inéquitable n'a pas été entendue mais la situation des cohabitants s'est ag-



Le Dialogue

DE JEAN-LOUIS LECLERCQ

TROUVER DU BOULOT À 55 ANS

Employeur : Monsieur Vaes, j'ai un souci. Sur votre CV vous avez 50 ans mais 56 sur votre carte d'identité.

Mr. Vaes : Excusez-moi, j'ai dû oublier de faire la petite queue au-dessus du zéro.

Employeur : Vous êtes donc distrait ou maladroit.

Mr. Vaes : Pas du tout ! Je peux vous écrire 10 lignes de « 6 » sans me tromper si vous voulez.

Employeur : Vous suggérez une punition comme à l'école primaire ? Ce n'est pas très mature comme attitude, monsieur Vaes.

Mr. Vaes : C'est seulement une suggestion pour prouver que je ne suis ni distrait ni maladroit.

Employeur : Mettez-vous à ma place, Monsieur Vaes, comment puis-je faire confiance à quelqu'un qui triche sur son âge ?

Mr. Vaes : Je n'ai pas triché, j'ai été distrait !

Employeur : Dans votre CV vous dites que vous n'avez jamais pris de congé de maladie. Vous n'avez jamais été malade ?

Mr. Vaes : Non. J'ai de la chance.

Employeur : Statistiquement, vous allez donc bientôt être malade.

Mr. Vaes : Pas du tout. Je mène une vie saine. Je ne fume pas, je ne bois pas, je fais du sport et j'ai une vie sexuelle à fréquence de plus en plus modérée.

Employeur : Je sais qu'officiellement ça ne me regarde pas, mais si à l'extérieur de l'entreprise vous n'avez pas une vie sexuelle épanouie, vous risquez de faire subir vos frustrations à vos collègues.

Mr. Vaes : Mais je ne souffre d'aucune frustration si ce n'est de ne plus avoir de travail.

Employeur : Être frustré à 55 ans, c'est inquiétant. Vous êtes en analyse ?

Mr. Vaes : Pas du tout.

Employeur : C'est embêtant parce que dans notre entreprise nous avons un service social mais pas de service spécifiquement psychologique.

Mr. Vaes : Mais je n'en n'ai pas besoin puisque je vous dis que je vais bien.

Employeur : Vous allez bien alors que vous n'avez plus de travail ?

Mr. Vaes : Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

Employeur : Il vous arrive donc de dire ce que vous ne voulez pas dire. Ce sont des signes de confusion. Je me vois dans l'obligation de l'inscrire dans votre dossier.

Mr. Vaes : Veuillez excuser mon audace Monsieur l'employeur mais j'ai l'impression que vous cherchez à exclure ma candidature.

Employeur : Je note : « Met en doute la probité de son interlocuteur ». Evidemment, je peux mettre ces défauts sur le compte de l'âge, mais déontologiquement ça m'est interdit.

Mr. Vaes : Heureusement ! A 55 ans on n'est pas qu'un poireau.

Employeur : Un poireau, dites-vous... Vous avez un potager Monsieur Vaes ?



Mr. Vaes : J'ai la chance d'avoir un petit jardin.

Employeur : Dont vous êtes propriétaire ?

Mr. Vaes : Oui.

Employeur : Ce qui veut dire que si on vous embauche, notre entreprise n'aura pas droit à la prime de réinsertion sociale.

Mr. Vaes : Il n'y a pas de prime si vous engagez un chômeur ?

Employeur : Uniquement si vous chômez depuis plus de douze mois Monsieur Vaes et la Région est fort tatillonne. J'en suis désolé. Merci de cet entretien Monsieur, on vous tient rapidement au courant.

Mr. Vaes : Bien sûr.

Employeur : Vous mettez en doute que je vais vous tenir au courant ?

Mr. Vaes : Pas du tout. Excusez-moi. A bientôt.

Employeur : Je n'ai pas dit ça non plus monsieur. Monsieur ?

Mr. Vaes : Vaes, Monsieur Vaes.

Employeur : C'est ça, au revoir Monsieur Vaes.

da caché qui, dans les faits, fait passer une partie du budget fédéral de la sécurité sociale vers les Régions via le transfert vers le budget alloué à l'aide sociale des CPAS (centres publics d'aide sociale) qui dépendent des communes. Or, les trois régions du pays ne sont pas du tout logées à la même enseigne, la Wallonie et surtout Bruxelles connaissant une pauvreté structurelle beaucoup plus grande que la Flandre. Et supprimer des droits sociaux pour les remplacer par une aide sociale octroyée sous conditions - après une enquête et sur la base de contrôles - n'est pas du tout la même chose. ».

Le but ultime du gouvernement Arizona ne serait-il pas de flexibiliser le marché du travail pour pousser les gens à accepter des conditions salariales inférieures et des conditions de travail moins bonnes? Son objectif innové ne serait-il pas de casser les prétentions des gens à l'égalité et au respect de leur dignité ?

« Oui, le faisceau de mesures adoptées par les gouvernements successifs de ces dernières années converge vers cette conclusion. Être pauvre, c'est un emploi à temps plein. La pauvreté use les gens et les éloigne du marché du travail, il faut que la honte change de camp.

Le courage, on le trouve non seulement chez ceux qui entreprennent et réussissent mais aussi et surtout chez ceux qui se battent tous les jours pour rester debout, en comptant leurs sous, pour savoir quelle facture payer en premier lieu, quelle dépense scolaire honorer, quel rendez-vous médical prendre. Le courage de se lever le matin sachant qu'on n'y arrivera pas. Le problème, ce ne sont pas les pauvres. Ce sont les riches et ceux qui osent présenter les droits des travailleurs comme des privilèges, pour mieux justifier leurs attaques contre les conquêtes sociales et camoufler leurs propres avantages exorbitants. Justifier les inégalités par la méritocratie, c'est d'un cynisme éhonté. Ce n'est pas vrai qu'on peut devenir riche en travaillant. Bien sûr, il faut travailler dur et tant mieux si des gens y arrivent mais ils bénéficient d'un capital social, économique et bien souvent financier. Les classes moyennes et supérieures sont davantage « assistées » que les pauvres, parce qu'elles ont un accès « naturel » au bon logement, aux bons soins de santé, aux bonnes écoles et universités, toutes structures qui sont subsidiées par les pouvoirs publics. De plus, les nantis peuvent soustraire légalement à l'impôt les revenus locatifs, etc. Durcir le statut de cohabitant, c'est porter atteinte à un des instruments de la démocratie, la sécurité sociale. Sous-financer la sécurité sociale en profitant du transfert vers les Régions du budget de l'aide sociale revient à réduire la redistribution des richesses, tout comme sous-financer les services publics, pour en dénoncer le mauvais fonctionnement offre le prétexte d'en privatiser des pans entiers. ».

Qu'envisagez-vous pour tenter d'obtenir la suppression du statut de cohabitant ?

« Le Réseau de lutte contre la pauvreté va lancer une campagne de sensibilisation grand public pour démonter les discours mensongers sur la méritocratie et pour promouvoir la solidarité. Nous nous associons également avec la Ligue des Droits humains et d'autres organisations pour déposer un recours en annulation contre l'arrêté de la ministre Van Bossuyt devant le Conseil d'État et poser une question à la Cour européenne de justice du Luxembourg. On ne va pas baisser les bras. On ne va pas laisser le champ libre à ceux qui montent les gens les uns contre les autres, qui sèment la haine, fabriquent le chaos pour mieux asseoir des régimes autoritaires. ».

#LA BÊTE IMMONDE QUI MONTE

VIVE LES GAGNANTS, TANT PIÛS POUR LES PERDANTS. ET VLON !

MAYA VIGIER

Un spectre hante l'Europe, a écrit Karl Marx dans le début du « Manifeste communiste ». C'est le rêve d'un monde juste et égalitaire, où chacun a toutes ses chances de vivre dignement, « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Il hante de nouveau le monde aujourd'hui comme nous le rappellent quelques dirigeants de pays soi-disant démocratiques qui, tout en parlant de réussite au mérite, semblent faire tout pour nous en éloigner ! Pour eux, l'extrême-droite ne serait plus extrême, la preuve en étant qu'elle arbore une belle cravate. Et cette belle cravate symboliserait le mythe devenu récurrent selon lequel tout le monde a la même chance de réussir dans la vie car « si on veut on peut ». On a tous la même chance, y'a qu'à la mériter. Si on n'y arrive pas, « on ne peut s'en prendre qu'à soi-même ! ».

« Yaka » est cette formule magique censée abolir toutes les difficultés et divisions sociales. Yaka s'appelle la méritocratie, ce système de gouvernement qui permettrait à chacun d'accéder à une vie qu'il aurait choisie et qui correspond à son mérite ! Un paradis où réussir et être premier de cordée ne dépendrait que de soi seul.

Et honte aux autres, les gueux, les « rien » qu'on croise dans les gares, ceux qui se sont laissé asservir et ont baissé les bras, les sans-cravate et les sans-dents, sur qui crier haro.

La méritocratie n'est-elle pas décidément une fiction ? Les inégalités auraient explosé. Selon des chiffres datant de 2020 énoncés par l'économiste Thomas Piketty, les 10 % les plus riches détiennent 55% du patrimoine total européen, et la moitié des plus pauvres, moins de 5 %. Au niveau mondial, les 10 % des revenus les plus élevés captent environ 50 à 60 % des revenus mondiaux, et ce depuis le XIXe siècle alors que les 50 % des revenus les plus faibles stagnent autour de 5 à 10 %.

Le mythe de la méritocratie renvoie à la notion de « liberté de choix » comme en écho à celle de « liberté individuelle », autre grand mythe forgé et défendu par les exploiters et élites de ce monde accrochés à leurs privilèges. Elle a permis de culpabiliser et plonger dans la honte ceux qui étaient contraints à servir de forces de travail pour maintenir les privilèges des « gagnants », des biens nés ou des loyaux courtisans.

Cette vision, historiquement datée, de liberté individuelle qui succédait et contrastait avec celle qui attachait auparavant l'individu à un clan, à un destin prédestiné, a été reprise à grand

ramdam par les tenants des religions à partir de la Révolution française, puis maintenant du capitalisme sauvage.

On a pu croire que la féodalité, l'Ancien Régime, les systèmes politiques, économiques, sociaux, esclavagistes étaient abolis.

On a pu croire à la fin des privilèges.

On a pu croire aux lendemains de liberté, égalité, fraternité promus par la Révolution française, au « de chacun ses capacités à chacun ses besoins » promu par Marx. Chacun pourrait accéder à une vie digne grâce à des études, à un travail décent, à la récompense au mérite.

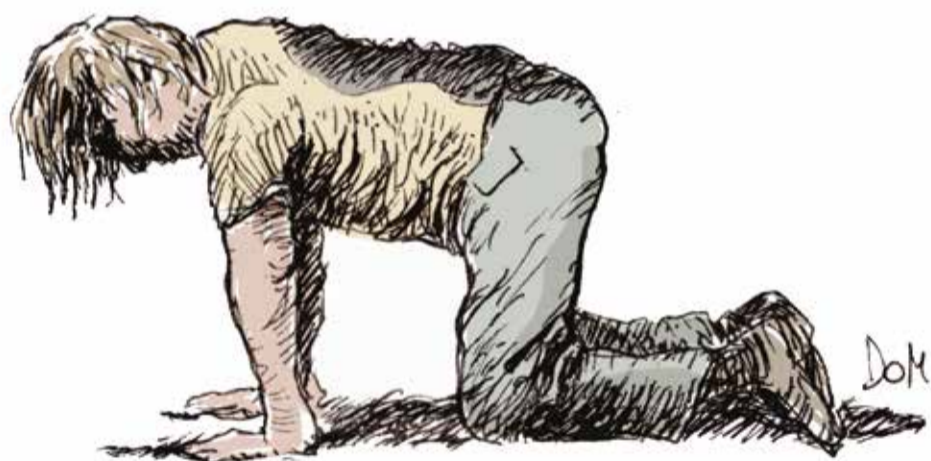
On a pu croire que la honte pourrait changer de camp.

On a pu croire à ses promesses de justice, d'égalité entre les hommes (moins à celle des femmes, condamnées, avec une certaine constance masculine, au dévouement).

On a pu croire au progrès technique qui améliorerait l'avenir des hommes.

On a pu croire même aux démocraties.

On a pu croire dans toutes ces promesses... On en rencontre heureusement qui y croient encore et résistent !



ON DIT QUOI AUX MÔMES QUAND LE MON

MYRIAM KATZ

Certains le clament depuis longtemps, d'autres le murmurent comme s'ils craignaient de se faire entendre... Mais c'est dans l'adversité que l'on ressent vraiment les méfaits du capitalisme qui isole toujours plus les individus. L'Etat social s'efface, le « faire ensemble » n'est plus dans l'air du temps (ou alors dans des îlots clairsemés par-ci par-là). Les dernières mesures de l'Arizona nous tombent dessus comme un coup de massue. Les rappels au boulot de ceux qui sont en congé de maladie de longue durée avec menace éventuelle de réduction de 10% de de leurs indemnités. La limitation dans le temps des allocations de chômage. La suppression de l'interdiction du travail de nuit.

C'est le désarroi dans beaucoup de foyers et les enfants tels des éponges le sentent. Des parents ont repris la longue attente au CPAS. D'autres envoient leur curriculum vitae qui, la plupart du temps, ne reçoivent même pas un accusé de réception. D'autres encore se tournent vers leurs propres parents. « Tu es pauvre, toi, mamy ? » interroge la plus jeune. Que lui répondre ? Non, je suis propriétaire de mon logement. Oui, je n'ai pas des dizaines de mille de réserve et je dois pouvoir aider mes enfants, tes parents, à la fin du mois.

D'après la RTBF, un tiers de la première vague des exclus du chômage...seraient soutenus par la solidarité familiale. La belle affaire ! Après avoir flingué les babies boomers parce

qu'ils auraient baigné dans l'argent (c'est vrai, nous avons bénéficié des Trente Glorieuses), voilà qu'on en appelle à la solidarité familiale et donc aux aînés pour pallier la faillite de l'Etat. Une solidarité pratiquée déjà de longue date, du moins, pour ceux qui le peuvent sachant que les pensions futures seront aussi rabotées.

En listant ces dernières mesures qui viennent s'ajouter à d'autres pas tellement plus joyeuses, on a la désagréable impression que les valeurs humaines sont petit à petit reléguées. Et les bruits du monde ne nous rassurent pas. Là où l'on pose son regard, ce n'est que haine et violence. « Moi, je n'aime pas trop les extrêmes » me confie la plus grande qui n'a pas encore 12 ans en

DES EFFLUVES NAUSÉABONDS QUI ME MONTENT AU NEZ

MARC HAULOT

Montée de l'extrême droite et du « néofascisme »

Dans ce gouvernement Arizona, ultralibéral, de plus en plus nombreux sont ses membres totalement décomplexés quant aux actions, aux discours et aux attitudes ouvertement d'extrême droite et fascisantes.

Et la soupe à la grimace est préparée pour tout le monde, sauf pour les privilégiés.

Commençons par les droits fondamentaux

Une proposition de loi par GLB de limitation du droit aux allocations de chômage dans le temps (2 ans) vient modifier l'arrêté royal de 1991, un plan d'économie sur les pensions du ministre Jambon va mettre à mal la situation de la population déjà la plus affaiblie, l'état qui se désengage d'entreprises publiques cotées en bourse telles que Proximus, bpost, la SNCB, c'est offrir au privé de dépecer ces entités rentables et d'en récupérer les bons morceaux pour abandonner le reste.

La déréglementation des conditions de travail, l'extension des heures d'ouverture dans les commerces, l'artisanat et les services, et surtout l'allongement du temps de travail, qui réduit les primes de nuit comme peau de chagrin, s'ajoutent à la mise en doute systématique de la valeur de la concertation sociale : c'est l'entente cordiale entre la droite gouvernementale et le patronat. Bravo ! Faut qu'ça saigne !

Atteintes directes à la séparation des pouvoirs

Le renforcement de la police et la militarisation de la société montrent à suffisance la direction prise par ce gouvernement. L'augmentation des budgets de la Défense (5% du PIB), l'augmentation de l'effectif militaire, voulu par le ministre Théo Franken, qui doit passer de 14.800 actuellement à 34.700 actifs en 2029. Et c'est sans compter sur la volonté du Vlaams Belang de 40.000 actifs et 20.000 réservistes.

Une proposition de loi est déposée pour permettre à la Défense de s'engager dans des missions de maintien de l'ordre et de sécurisation. Une proposition de résolution pour l'instauration d'un service militaire communautaire généralisé et obligatoire est sur la table. Ainsi qu'une proposition de mise en vente libre de spray au poivre. A noter que ces deux propo-



sitions émanent du Vlaams Belang, supplétif de ce gouvernement pour ce qu'il fait de liberticide.

À ce jour, le ministre Quintin est obligé de reconnaître ne pas encore disposer d'une base légale claire et précise autorisant un véritable maintien de l'ordre militaire.

En effet, bien heureusement, la législation actuelle ne contient aucune disposition particulière qui confère des compétences

de police administrative aux membres des forces armées. Dans l'exercice de leur mission, les militaires ne sont pas habilités à effectuer des fouilles de sécurité, des contrôles d'identité ou des arrestations.

Mais pour combien de temps ? Ce même ministre Quintin a en projet le déploiement de militaires de rue pour faire face au trafic de drogue. Donc pour effectuer un travail de police pour

DE TOURNE À L'ENVERS ?

entendant que près d'un million de personnes fuient le sud du Liban sans espérer retrouver ce qu'elles ont laissé derrière elles. Je regarde avec effarement ce monde qui plonge dans un clair-obscur. Nous, les plus vieux, nous savons, parce que l'Histoire nous l'enseigne, que l'insécurité sociale et politique peut mener au chaos sur lequel l'extrême-droite prospère. Nous avons appris que le ressentiment, la culpabilité, la haine, la peur, ces passions tristes ne peuvent être combattues que par la transmission de valeurs éthiques et sociales qui apportent sécurité et solidarité. Mais ce monde que l'on espérait voir être un jour organisé selon des règles de justice et d'humanisme saute en éclats. On

revient à l'axe du Bien et du Mal, cette équation binaire qui fait qu'on assassine les « méchants » (sic le ministre de la Guerre américain, Pete Hegseth) plutôt que les traîner devant le tribunal. On diabolise les porteurs d'idées progressistes pour mieux blanchir ceux qui adhèrent à celles qui véhiculent le rejet, la haine. On bafoue la vérité au profit du mensonge... cette inversion des choses si bien décrite dans $2+2=5$, le documentaire de Raoul Peck.

Face à cet impensable, nous nous indignons. En vain ? François Sureau, cet avocat et écrivain au regard lucide dit ne plus partager l'idée « qu'une protestation bien ar-

gumentée pourrait faire dévier le cours des choses. » A moins qu'ensemble, nous décidions de ne pas nous laisser gagner par l'apathie et de rassembler les conditions pour penser notre existence.

L'Humanisme dans lequel nous voulons croire peut paraître parfois un peu naïf mais n'est-ce pas un juste risque à prendre ? On le doit bien à nos mômes, non ?

#LA BÊTE IMMONDE QUI MONTE

lequel ils ne sont pas formés et pour lequel on ne sait pas qui va les diriger.

Le fonctionnement d'un État de droit repose sur la séparation des pouvoirs. L'absence d'interférence entre le Législatif, l'Exécutif et le Judiciaire permet le fonctionnement sain d'une démocratie. Or, de plus en plus, le monde politique se la joue solitaire et refuse de se soumettre aux lois et aux jugements basés sur celles-ci.

L'exemple récent de la ministre N-VA de l'Asile et de la Migration Anneleen Van Bossuyt, qui refuse de se plier aux milliers de jugements la condamnant à des amendes pour le non-respect de la loi dans l'accueil des réfugiés, le prouve à suffisance..

Mais l'ensemble de ce gouvernement n'est pas en reste, en soutenant entre autres l'avant-projet de loi visant à interdire l'activité d'organisations radicales et extrémistes en Belgique. Autrement dit, tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique de l'Arizona.

Cela recouvre le mouvement associatif, les activistes, les syndicats et, bientôt, le Gang des Vieux en Colère !

La surveillance permanente de la population est mise en place par la numérisation de la société. Nous sommes toutes et tous obligés d'utiliser l'informatique et donc, les programmes écrits au service du pouvoir, pour pouvoir accéder à nos droits. C'est la porte ouverte au flicage de l'ensemble de la population. Les caméras de surveillance de plus en plus nombreuses, les programmes de reconnaissance faciale mis à disposition des forces de police, les budgets de plus en plus importants mis à la disposition des moyens de répression, les propos que tiennent nos « responsables » politiques démontrent clairement le peu de cas qu'ils font de leurs administrés !

Le non-refinancement de la Justice qui empêche celle-ci de fonctionner correctement, la réduction drastique des budgets de fonctionnement des services publics en vue de leur privatisation, le détricotage systématique de notre système de sécurité sociale, des soins de santé ainsi que l'appauvrissement de la population sont les buts clairs et avoués de ce gouvernement de droite qui flirte avec l'extrême droite et ne s'en cache même plus.

Vous avez dit Montée du fascisme ? Nous disons Présence du fascisme !

Nous f'rons front ! Non di dju !

NDLR - Cet article a bénéficié du support effectif d'Anne Maeschalk).

Référence : « **Quelques indices de la progression des doctrines fascistes et d'extrême droite en Belgique** » Brochure réalisée par le Gang des Vieux en Colère de l'Entre-Sambre-et-Meuse en vente à prix libre sur commande à l'adresse : entre-sambre-et-meuse@gangdesvieuxencolere.be et disponible en ligne sur le site www.gangdesvieuxencolere.be

No Paravian!



RÉSISTER AUJOURD'HUI

BERNADETTE KINET

En furetant dans ma librairie préférée, mon regard est attiré par un petit bouquin d'une centaine de pages, au titre prometteur: RÉSISTER.

Le résumé sur la quatrième de couverture achève de me convaincre: « L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Dans les urnes comme dans les esprits, ses thèmes, son narratif et son vocabulaire s'imposent. Il est encore temps d'inverser cette tendance, à condition de comprendre les rouages de cette progression, et de réagir rapidement. ».

Salomé Saqué, journaliste et autrice française, s'intéresse aux questions de la démocratie, de la justice sociale, du climat et de la montée des extrêmes.

Connue pour son approche rigoureuse et accessible, elle décrypte les mécanismes politiques et médiatiques contemporains, et donne des clés de compréhension pour penser l'engagement et la résistance collective aujourd'hui.

Le 12 février de cette année, l'UCLouvain lui a décerné le titre de docteur honoris causa autour du thème: «Eclairer pour comprendre, résister pour avancer».

Une balle dans la nuque!

Cela commence fort, mais c'est ce que préconise un site d'extrême droite pour se débarrasser des «fouille-merde»: journalistes, syndicalistes, avocats, méthodiquement identifiés dans une liste noire des personnes à abattre largement diffusée.

Selon Europol, la montée en puissance de l'extrême-droite constitue le deuxième risque terroriste sur le sol européen.

La menace est là, mais apparemment, tristement banale... On est passé de l'impensable à l'inéluctable en glissant de l'inadmissible au tolérable.

Alors Salomé Saqué s'interroge, analyse, documente l'histoire, le programme et l'action de l'extrême-droite en France.

Elle exhorte à mettre en place une véritable résistance civique, car, si une forme de résistance collective ne se développe pas rapidement, nous risquons de franchir le point de bascule vers un régime mettant nos libertés individuelles en péril.

Dans cet ouvrage, on trouve toutes les informations importantes sur le danger en approche et sur la bataille culturelle, médiatique, sémantique et numérique qu'il induit.

Est mise en lumière, notamment, la bataille médiatique menée par un milliardaire réactionnaire qui s'est construit un empire d'influence et une véritable machine à promouvoir l'extrême-droite.

En référence à la « bataille numérique », je ne résiste pas à épingler un sous-titre: « Le monde merveilleux de la fachosphère », ça vaut le coup!

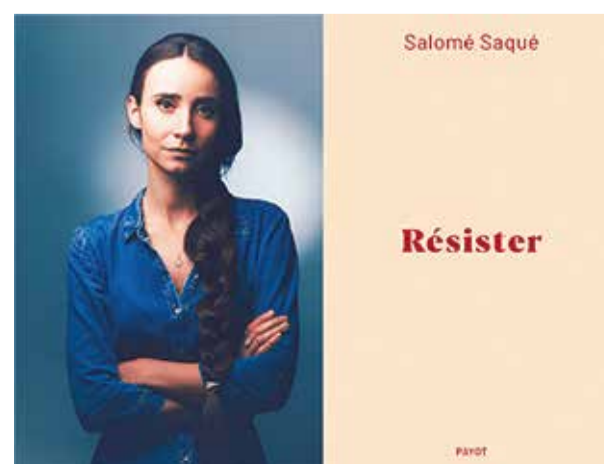
Le concept du « cordon sanitaire» est également abordé. Salomé Saqué évoque l'absolue nécessité de rester ferme face à l'extrême-droite.

Elle cite l'exemple belge du côté wallon, où les medias s'engagent à ne pas offrir de tribune directe aux partis prônant des idées racistes ou discriminatoires... personnellement, je reste dubitative, car ici aussi on entend *le vol noir des corbeaux sur nos plaines*.

Pour conclure, l'autrice définit la façon de résister aujourd'hui: retrouver l'unité et recréer du lien, être créatifs dans la résistance en cultivant la joie. Je ne sais pas si elle connaît le Gang des Vieux en Colère, mais quelques phrases de son ouvrage font référence au mode opératoire de nos actions: «La résistance n'a pas à être sombre et austère, elle peut, parce qu'elle rassemble, être un espace de rires, d'enchantement et de réjouissance. Un endroit où l'on se sent vivant. Ce sentiment, loin d'être mièvre est une réponse subversive à un système qui tente de jouer sur nos peurs. ».

Continuons donc à revendiquer le droit de rire, de chanter, de danser, tout en menant des batailles importantes!

Et faisons passer le message de Salomé Saqué: « il n'y a pas de neutralité face à l'extrême droite ».



Salomé SAQUÉ

Résister

Éditions Payot - 2025

MÉFIEZ-VOUS DES VIEUX QUI S'ACCROCHENT AU POUVOIR !

MIRKO POPOVITCH



À 105 ans, le philosophe **Edgar Morin** a gardé toute sa lucidité. A 97 ans, l'éternel scout **Hughes Aufray** chante toujours « C'est dans la cale qu'on met les rats ». Récemment, **Costa Gavras**, âgé de 95 ans a présenté un film « Le dernier souffle », œuvre tournée, entre rires et larmes, dans une unité de soins palliatifs ! **Shitsui**, une coiffeuse japonaise de 109 ans exerce toujours son activité. A 108 ans, la danseuse autrichienne **Eileen Kramer** s'agite quotidiennement sur les scènes du monde. Au sud de Paris, le **Dr Christian Chenay** âgé de 104 ans continue d'exercer sa profession pour combler le manque de médecins dans sa localité et il est très apprécié de ses patients.

Mises à part ces belles personnes, reconnaissons que le monde souffre et cela en partie à cause de quelques vieilles badernes affairistes qui persèverent à nous diriger :

Le populiste **Donald Trump** aura bientôt 80 ans et il manipule un pays qui possède des bombes atomiques et où + ou -13000 personnes ont été tuées par arme à feu en 2025. En 2023, ce sénile a été inculpé pour « complot contre les États-Unis », « faux et usage de faux ». Il a encaissé 34 chefs d'accusation et en 2024, il est redevenu président des États-Unis. Il ne déclare pas ou peu ses revenus, rêve du Prix Nobel de la paix et veut nous faire oublier son copain Epstein en bombardant un peu partout dans le monde.

L'austère **Poutine** 73 ans, possède plusieurs chiens et un bon lot d'ogives nucléaires, il est champion de judo et détient un 8ème dan de karaté. Il a longtemps servi dans le service du contre-espionnage, chargé de la lutte contre les dissidents et autres « éléments antisoviétiques ». En 2023, la CPI émet un mandat d'arrêt à son égard pour déportation d'enfants. Des rumeurs, non étayées, suggèrent des troubles mentaux, tels que le syndrome d'Hubris (sentiment de toute-puissance associé à la mégalomanie et à une perte du sens des réalités). Il en est à son cinquième mandat présidentiel, son calme olympien contraste avec la mort de toute une belle jeunesse russe et ukrainienne.

Le cynique sioniste **Netanyahou** a 76 ans. Déjà en 2016, il était poursuivi pour corruption, fraude et abus de confiance dans son pays alors qu'il était en exercice. En 2024, s'ajoute à ces qualités, sa condamnation par le TPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. En fait, il règne sur le fantôme d'un 51ème État américain qui envisage sérieusement de créer une « Costa Gaza » sur un bout de terre spolié. Son omniprésence sur les chaînes TV est une insulte à la Justice, aux Droits humains, à la Paix mondiale.

En Palestine c'est le vieux **Mahmoud Abbas**, 91 ans, qui est censé gérer la crise pour le compte du peuple opprimé. Personnage ambigu, coincé entre l'engrenage spéculatif israélien et la sédition implacable et mortifère du Hamas, il réside à Ramallah en Cisjordanie, là où des colons israéliens s'acharnent sur des paysans arabes désarmés.

En Corée du nord, il n'a que 42 ans, mais c'est un déjà vieillard génétiquement, **Kim Jong-un** est la caricature de son père et de son grand-père, tous dictateurs par hérédité. Cet admirateur de notre cher Jean-Claude Van Damme dispose aussi d'armes nucléaires, ce qui évidemment limite l'arrogance de trumpinette à son égard. Troisième de sa lignée, ce despote effrayant ne semble heureusement pas en bonne santé, mais que doit-on attendre de l'avenir d'un système népotique militarisé jusqu'au sacrifice ultime ?

Ailleurs, la perdurance temporelle des chefs d'État est affligeante :

A 82 ans **Alexandre Van der Bellen** est toujours Président de l'Autriche. A 77 ans, **Marcelo Rebelo de Sousa** reste Président de la République portugaise. **Frank-Walter Steinmeier** le Président allemand a 70 ans. **Friedrich Merz** son Chancelier, un va-t'en guerre très à droite, affiche 71 ans. Le **Roi Harald V** de Norvège règne encore à 88 ans et celui de Suède **Carl XVI Gustave** va sur ses 80 piges. **Sergio Mattarella**, le Président italien et **Michael Higgins** le Président irlandais ont tous les deux 84 ans. **Myriam Spiteri Debono**, présidente de Malte a 73 ans. Au sein de l'hémicycle européen, 24 députés sur 719 ont entre

71 et 80 ans. Le **Roi Salman** d'Arabie Saoudite règne encore à 90 ans. L'**Émir Mishal Al-Sabah** du Koweït est âgé de 85 ans. Au Cameroun, le président est âgé de 92 ans. En Guinée équatoriale le pays supporte depuis 44 ans les excès de **Teodoro Obiang Nguema** qui vient de fêter ses 83 ans

Cette énumération n'est pas une tentative de dévaloriser la vieillesse, mais notre sagesse infinie nous oblige à considérer de manière critique les fourvoiements du vieillissement des élites.

Le monde est tiré vers le bas par des vieux qui piétinent tout ce que les civilisations avaient mis si longtemps à construire : le désarmement, la liberté de la presse, les Droits humains, l'ONU, la justice sociale, la solidarité internationale,...

Il y a un moment où la transmission est opportune, et si le report de la pension à 67 ans est un recul social pour tout le monde, chez les dirigeants l'obstination à se maintenir au pouvoir indéfiniment est une menace existentielle pour l'humanité.

Moralité utopique : Il est peut-être temps de foutre tous ces vieux névrosés dans un Ehpad du côté de Guantanamo et de proposer aux jeunes du monde entier de repenser le Monde sur de nouvelles bases.



#ON N'EST PAS RICHES MAIS ON RIGOLE

VISITE AU MUSÉE DE L'ÉROTISME ET DE LA MYTHOLOGIE MAIS DANS QUELLE HONTE ON VIT ?

TEXTE ET PHOTOS: MANU DIAS

Les abords ne sont pas très engageants. Une ruelle transversale du quartier du Sablon, un quartier qui grouille d'une faune cosmopolite et bohème. Vraiment pas recommandable ! Un individu se coule dans la ruelle qui s'étend comme un long boyau. Il longe les façades de maisons dont on se demande ce qu'elles cachent. Des officines clandestines ? Des ateliers secrets d'artistes maudits ? Notre suspect, qui jouit encore de la présomption d'innocence, présente néanmoins tous les signes de la mauvaise conscience. Regards circulaires incessants, sursauts nerveux au moindre bruit de porte ou de fenêtre. Enfin, le voici devant l'entrée du Musée de l'Érotisme et de la Mythologie ! On peine à identifier la nature de l'établissement. Des stores empêchent les regards de fouiller l'intérieur et, même si l'individu n'est pas spécialement indiscret, il ressent de la contrariété. Que peut-il imaginer sinon le pire ! ? En vitrine, une sculpture de nu féminin dans le style antique. Tout cela est vraiment glauque ! Quelles gens fréquentent ces lieux ? Mais notre aventurier a décidé de braver le danger. Faisant fi de toutes les règles de bienséance, il surmonte son effroi et pénètre hardiment dans l'ancre...

(Extrait des mémoires d'un Bruxellois frileux)

Vous pensez que je force le trait ? Non, peut être ! Alors que le comité de rédaction de Old Up définissait la thématique de ce numéro par « Dans quelle honte on vit ? », ma visite au musée était trop proche pour que je ne fasse pas un lien avec la honte que la société s'obstine encore à coller sur celles et ceux qui revendiquent ou du moins s'essayent à une sexualité libre et heureuse. En particulier, on vilipende les vieilles et vieux qui osent encore revendiquer une vie sexuelle. C'est dérangeant ! On préfère les cataloguer comme produits périmés et sexuellement inappropriés.

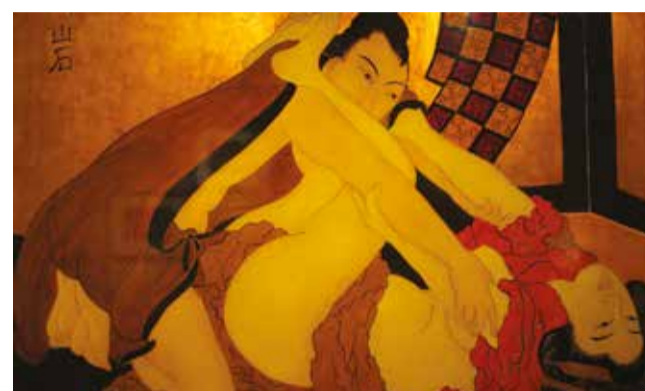
Oui, mais l'art dans tout ça ? Nous savons que notre société de marchandisation a avalé la sphère de l'art et des artistes

dans son grand entonnoir réducteur. L'art est devenu un bon placement, en un mot ! Mais pour être adoube par le marché, il faut jouer le jeu capitaliste et obéir à ses règles. Notre petit musée de l'Érotisme et de la Mythologie ne semble pas entrer dans le moule. (Dans le moule-boules ?) Il se présente en outsider mais il sait qu'il a un bel atout: une collection d'objets reprenant les techniques artistiques les plus diverses, qui depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, montrent ce qui est peut-être le plus trivial chez l'homme (chez l'être humain : on ne va pas encore accuser les mecs de tous les vices !) mais que les artistes ont sublimé avec une telle force que nous nous retrouvons émus face à notre humanité. Ce n'est pas si glauque, finalement ! Ce n'est que nous et nos fantasmes.

Alors poussez les portes du MEM et offrez-vous un vagabondage érotique entre art japonais, occidental, primitif et contemporain.



MUSÉE DE L'ÉROTISME
ET DE LA MYTHOLOGIE
Rue St-Anne 32,
1000 BRUXELLES
32 (0)2 514 03 53
info@m-e-m.be
<https://www.m-e-m.be/>
Entrée: 10 €



Peinture japonaise du XVIIIe siècle - Agilité et synchronie entre les deux partenaires dans l'exécution



Couple de touristes très zen et pas très pudibonds



ALLEZ, UNE FOIS !

Hey ket! Avec ton schuune krollekop, ça fait déjà 400 ans que tu fais pipi devant tout le monde du haut de tes 55 centimètres.

Je sais que tu as déjà plus de 1000 costumes; pompier, façadeklacher, ajoên 22, doctour, buumdroeger du Meyboom etc.

De Moindag le 11 mai, nous, les peï et les mei du Gang des Vieux en Colère on t'offre un vrai kostum de lawaaitmoeker.

Tout le Gang sera de sortie pour admirer ton kostum de gangster avec la bénédiction de la Ville de Bruxelles

Tu sais ketje, notre Gang des Vieux en Colère se bat met vuil zwanze, mo heeil serjuis pour la cause des vieux, contre l'âgisme et contre les discriminations.

Parceque, potverdekke il y a des Pachacrouts qui essayent en stoemelings de nous voler nos droits.

Zeg, Manneke Pis, astableef, rejoins-nous, on est déjà 17.000 et avec ton schuun kostum, tu auras un succès fou dans nos manifs.

DE COUTURIER VAN DE GANG

Petit lexique pour les non-bruxellois:

ton schuune krollekop : ta jolie tête bouclée
buumdroeger : porteur d'arbre
lawaaïtmoeker : agitateur
met vuil zwanze, mo heeil serjuis : avec autant d'humour que de sérieux

GANG
DES VIEUX EN COLÈRE
VAN DE RAZENDE OUDEREN



OLD-UP EST LE JOURNAL DU GANG DES VIEUX EN COLÈRE / GANGDESVIEUXENCOLERE.BE

NUMÉRO 9 - MAI 2026

ÉDITEUR RESPONSABLE / MARC HAULOT
RUE FRANS LÉON, 17 / 1140 EVERE

CONTACT /
LEPARRAIN@GANGDESVIEUXENCOLERE.BE

RÉDACTRICE EN CHEF / ANNE HOOGSTOEL

TEXTES / FRÉDÉRIQUE BOURAS, RENÉE COEN,
MANU DIAS, MARC HAULOT, BERNADETTE KINET,
JEAN-LOUIS LECLERCQ, MIRKO POPOVITCH, MAYA
VIGIER

GRAPHISME ET MISE EN PAGE / ANNE HOOGSTOEL

ILLUSTRATIONS / DOM, JACQUES FLAMME, ANNE
HOOGSTOEL

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION:
NADINE VAN WALLEGHEM

IMPRESSION / PR-PRINT SRL

Ce journal est gratuit.

Si vous désirez participer à
l'effort de guerre, voici notre
numéro de compte :
BE87 0004 6690 9294.

Achetez votre chasuble, votre
badge, votre t-shirt sur :
[https://gangdesvieuxencolere.
be/soutenir/](https://gangdesvieuxencolere.be/soutenir/)

Merci pour votre soutien !